



Institut  
EGA

## L'influence de la Turquie en Afrique

*Emilien Kientz*

*Analyste - Commission Sécurité & Défense internationales*

*Institut d'Études de Géopolitique Appliquée*

---

**Novembre 2020**

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 2020.

### **Comment citer cette publication :**

Emilien Kientz,

« L'influence de la Turquie en Afrique », Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 12 novembre 2020.

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée - 31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : [contact@institut-ega.org](mailto:contact@institut-ega.org)

Site internet : [www.institut-ega.org](http://www.institut-ega.org)



## **Sommaire**

Introduction – P. 2

L'Afrique, cible de choix du néo-ottomanisme – P. 4

Le *soft power*, principal instrument de l'influence turque depuis 1998 – P. 6

L'intervention militaire turque pour asseoir son influence en Afrique – P. 10

Conclusion – P. 15

Bibliographie – P. 16

« Il n'y a pas une parcelle de ces terres que nous n'allons pas fouler », tels furent les mots en 2010 de Zafer Caglayan - alors ministre turc du commerce extérieur - peu de temps après un voyage de cinq jours en Afrique. L'actualité récente en Méditerranée orientale nous montre que la Turquie s'attaque également aux parcelles des mers africaines. Dès lors, il convient de s'intéresser davantage à l'influence de la Turquie en Afrique.

L'influence, « pointe de diamant de l'intelligence stratégique » selon Éric Delbecque, désigne la faculté d'orienter les décisions de l'Autre et de le faire agir dans le sens de nos intérêts, voire de les partager<sup>1</sup>. L'influence peut se traduire par le rayonnement culturel et linguistique d'un pays – le *soft power* selon J. NYE – et/ou par ses ressources militaires<sup>2</sup>. Dans le cas de la Turquie, la première forme d'influence en Afrique s'articule autour de trois axes majeurs depuis la fin des années 1990 : son réseau diplomatique, ses relations économiques et commerciales ainsi que sa large population musulmane sunnite.

Cependant, avec le rejet de la Turquie par l'Europe au début du XXI<sup>ème</sup> siècle et le début de la présidence d'Erdogan en août 2014 – premier ministre depuis 2003 – le *soft power* de la Turquie s'est petit à petit transformé en *hard power*, laissant ainsi place à de nombreuses interventions militaires sur le continent africain. En effet, dans un monde post-bipolaire où chaque État peut saisir sa chance pour s'affirmer comme puissance régionale, la Turquie joue la carte du néo-ottomanisme. Doctrine justifiant la politique étrangère agressive d'Erdogan, elle vise à rétablir et à augmenter l'influence de la Turquie dans les pays anciennement sous domination de l'Empire ottoman. À cet égard, les politique étrangère et identitaire turques sont étroitement liées, l'identité turco-ottomane étant primordiale pour faire valoir les initiatives géopolitiques de la Turquie<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> H. COUTAU-BÉGARIE, « Dialectique des volontés et des intelligences », *Bréviaire stratégique*, 2016.

<sup>2</sup> Correspond à l'« art de contraindre » selon R. ARON.

<sup>3</sup> F. DONNELLI, *Le radici ottomane della Turchia di Erdogan*, Diacronie, 2012.

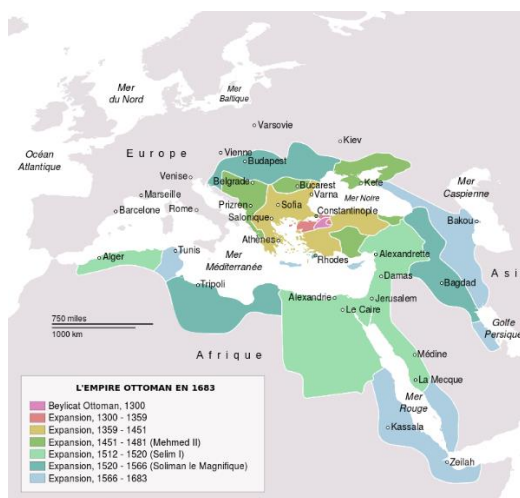
Ainsi, dans quelle mesure l'influence de la Turquie en Afrique s'inscrit-elle dans une logique néo-ottomaniste et par quels biais s'est-elle diffusée depuis la fin des années 1990 ?

## I. L'Afrique, cible de choix du néo-ottomanisme

Pour comprendre pleinement le rôle qu'occupe aujourd'hui l'Afrique dans la stratégie néo-ottomaniste d'Erdogan, il est primordial de s'intéresser aux rapports historiques qu'entretenaient l'Empire ottoman avec le continent africain depuis le XVI<sup>ème</sup> siècle.

### 1. La présence historique de l'Empire ottoman en Afrique

La parenthèse coloniale de l'Afrique laisse penser que le continent était d'abord sous influence occidentale. L'Afrique était effectivement partagée entre les empires coloniaux français, portugais, britannique et espagnol. Néanmoins, il est important de souligner qu'un cinquième empire était présent en Afrique et même parmi les premiers : l'Empire ottoman (1290-1919).



Source : <http://balkanshistoric.canalblog.com/archives/2015/02/20/31563120.html>

Historiquement, la percée de l'Empire ottoman en Afrique débuta au XVI<sup>ème</sup>. Cependant, les Mamelouks turcs s'étaient installés au Caire dès 1250 – c'est-à-dire avant même la naissance de l'Empire - et y restèrent jusqu'à l'arrivée du sultan ottoman Selim Ier en 1517<sup>4</sup>. Par ailleurs, Alger, Tunis et Constantine intégrèrent l'Empire en 1534<sup>5</sup>.

<sup>4</sup> B. DAVIDSON, *Africa in History*, New York, Touchstone, 1995, p. 187.

<sup>5</sup> I. TABET, *Une histoire de la Turquie*, Paris, L'Archipel, 2007, p. 77.

Ensuite, les conquêtes ottomanes se succédèrent : la Cyrénaïque en 1521 par Soliman le Magnifique, Tripoli en 1551 par les Turcs de l'amiral Dragut ainsi qu'une partie de Tunis en 1574.

## ***2. Les premiers contacts et échanges entre l'Empire ottoman et le continent africain***

Une fois les nouveaux territoires conquis, des liens forts s'établirent entre l'Empire ottoman et le reste du continent. Pour le constater, il suffit de s'intéresser aux relations entretenues avec l'Empire de Kanem-Bornu, l'un des plus vastes empires de l'âge d'or africain<sup>6</sup>. Les deux empires, respectivement sous le sultanat de Murad III et sous le règne du roi Idriss Alaoma, s'échangèrent régulièrement des cadeaux et des ambassadeurs – des mousquetaires du roi furent même instruits par des techniciens turcs<sup>7</sup>.

Finalement, le partage de l'Afrique entre les empires coloniaux européens combiné au déclin de l'Empire ottoman expliquèrent la diminution de ses relations et de son influence en Afrique au début du XXème siècle. Par conséquent, la perte de la Libye lors de la guerre italo-turque de 1911 à 1912 sonna le glas de la présence ottomane en Afrique.

Ainsi, l'Afrique possède des liens de parenté historiques avec l'Empire ottoman et, par extension, avec la Turquie. La politique étrangère d'Erdogan guidée par la doctrine néo-ottomaniste place donc l'Afrique au cœur de ses préoccupations et en fait une cible de choix.

---

<sup>6</sup> J. KI-ZERBO, *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hastier, 1972, pp. 154-159.

<sup>7</sup> B. DAVIDSON, *op.cit.*, p. 189.

## **II. Le *soft power*, principal instrument de l'influence turque en Afrique depuis 1998**

À partir de la fin des années 1990, l'intérêt de la Turquie pour l'Afrique n'a cessé de croître. Tout d'abord, une « politique d'ouverture à l'Afrique » fut adoptée par le gouvernement turc en 1998 et avait comme principal objectif de renforcer les liens économiques, politiques et culturels avec les pays africains. En d'autres termes, cette politique visait à utiliser le *soft power* de la Turquie afin d'exporter son « modèle » en Afrique. Pour ce faire, un Plan d'action annonçait les principales mesures diplomatiques, politiques, économiques et culturelles. Ensuite, une « Stratégie pour améliorer les relations économiques avec l'Afrique » fut instaurée en 2003 par le sous-secrétariat turc au commerce extérieur<sup>8</sup>. Enfin, la création de l'Agence turque pour la coopération internationale et le développement (TIKA) ainsi que la première visite d'un Premier ministre turc au sud du Sahara firent de 2005 l'« année de l'Afrique » en Turquie. Dès lors, trois axes majeurs du *soft power* turc permettent d'expliquer l'influence croissante de la Turquie en Afrique depuis 1998 : son réseau diplomatique, ses relations économiques et commerciales ainsi que sa large population musulmane sunnite.

### ***1. L'offensive diplomatique turque pour accroître son influence en Afrique***

Deux phénomènes expliquent le développement de son réseau diplomatique : une insertion croissante dans les organisations africaines ainsi que la multiplication des visites diplomatiques et des ouvertures d'ambassades.

Tout d'abord, la Turquie est devenue en 2003 membre de l'Union africaine en tant qu'observateur. Puis, elle a été déclarée « partenaire

---

<sup>8</sup> N. HAZAR, « The Future of Turkish-African Relations », *Dis Politika*, 2000, pp. 107-114.



stratégique de l'Afrique » en janvier 2008 lors du Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba et membre non-régional de la Banque africaine de développement. Finalement, la Déclaration d'Istanbul sur le partenariat Afrique-Turquie de 2008 inscrivant la coopération turco-africaine dans le cadre de l'ONU et de l'Union africaine marqua l'apogée de l'insertion croissante turque. De même, le troisième Sommet du Partenariat Turquie-Afrique s'est tenu à Istanbul en 2019.

Ensuite, les ouvertures massives d'ambassades en Afrique et la multiplication des visites diplomatiques s'inscrivent dans un véritable « marathon diplomatique » de la Turquie depuis 2002 – date de l'arrivée au pouvoir de l'AKP. En effet, aujourd'hui la Turquie compte quarante-deux ambassades sur le continent contre seulement neuf en 2002. De plus, Erdogan a visité une trentaine de pays africains et a réalisé deux de ses tournées africaines en trois mois seulement – de décembre 2017 à février 2018 – visitant ainsi sept pays que sont le Tchad, le Soudan, la Tunisie, l'Algérie, la Mauritanie, le Sénégal et le Mali. Au total, il a réalisé quarante-cinq visites en Afrique dont une tournée africaine récente en janvier 2020 accompagné d'Hakan Fidan, le directeur du renseignement extérieur turc (MIT). Mevlut Cavusoglu, le ministre des Affaires étrangères, s'est quant à lui rendu en juillet 2020 au Togo, au Niger et en Guinée Équatoriale. Néanmoins, l'action diplomatique turque en Afrique ne fut pas une sinécure : par le passé, en raison de difficultés économiques, les ambassades turques au Ghana, en Somalie et en Tanzanie fermèrent leurs portes<sup>9</sup>.

## ***2. L'évolution des relations commerciales et économiques entre la Turquie et l'Afrique***

L'offensive diplomatique turque va de pair avec l'accroissement des relations commerciales et des investissements directs à l'étranger sur le continent africain.

---

<sup>9</sup> N. HAZAR, *Ibid.*

En effet, lors de chaque tournée africaine, le président turc est accompagné de ses ministres aux portefeuilles clés (Economie, Agriculture, entre autres) et en profite pour signer des accords de coopération économique et commerciale – conclus en tout avec quarante-cinq pays africains<sup>10</sup>. Par exemple, après sa tournée africaine de 2019, Erdogan a noué des partenariats au Sénégal confiant la gestion de l'aéroport de Dakar à des entreprises turques.

Les forums ont également joué un rôle important dans l'intensification des échanges commerciaux. Par exemple, le premier Forum économique Turquie-CEDEAO a été accueilli en février 2018 à Istanbul. Ainsi, les échanges commerciaux ont été multipliés par six en quinze ans, de 3 milliards de dollar en 2003 à 17,5 milliards en 2017 avec l'objectif d'atteindre les 100 milliards d'ici 2022<sup>11</sup>.

De plus, la mise en place de *Turkish Airlines*, la première compagnie aérienne « africaine », témoigne de toute l'influence de la Turquie sur le continent. La compagnie regroupe plus de trois cents appareils, ce qui correspond à la somme des cinq premières compagnies africaines – *Ethiopian Airlines*, *EgyptAir*, *Royal Air Maroc*, *Air Algérie* et *South african Airlines*<sup>12</sup>. Desservie dans plus de cinquante villes, elle est la première compagnie à relier autant de régions africaines et représente un avantage certain pour les déplacements d'hommes d'affaires et d'expatriés entre la Turquie et les pays de l'Afrique.

Enfin, en 2012, l'État turc est devenu, derrière les États-Unis, l'Union européenne et la Grande-Bretagne, le quatrième gouvernement donateur au monde<sup>13</sup>. La TIKA, Agence turque de coopération et de développement créée en 1992 après l'éclatement de l'URSS, est responsable de la plupart des aides publiques distribuées. Elle était

---

<sup>10</sup> M. DIOP, « Turquie-Afrique. Diplomatie économique d'Erdogan : les chiffres parlent d'eux-mêmes », *Le 360*, mars 2018.

<sup>11</sup> M. DIOP, *Ibid.*

<sup>12</sup> M. DIOP, *Ibid.*

<sup>13</sup> *The Global Humanitarian Assistance Report 2013*.

dotée d'un budget total qui s'élevait à soixante-cinq millions de dollars en 2018<sup>14</sup>. Les agences sont installées uniquement en Éthiopie, au Sénégal et au Soudan mais desservent trente-sept pays africains avec comme missions principales le développement des infrastructures sociales, des techniques agricoles et la mise en œuvre de l'aide humanitaire. Ainsi, l'aide au développement orchestrée par la TIKA contribue à la diffusion de l'influence turque sur la scène internationale, et plus particulièrement sur l'Afrique. Par exemple, l'aide distribuée par la TIKA vers l'Afrique a fortement augmenté en 2008, année précédant le vote pour siéger en tant que membre non permanent au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui a permis à la Turquie d'obtenir le siège grâce au soutien des pays africains<sup>15</sup>.

### ***3. L'islam sunnite comme antenne-relais de l'influence turque en Afrique***

Dans sa volonté de s'affirmer comme puissance régionale, la Turquie entre en concurrence directe avec l'Égypte et l'Arabie saoudite, notamment pour devenir la référence sunnite du monde musulman. En effet, le premier concurrent détient la plus grande université sunnite du monde musulman, l'université al-Azhar, tandis que le second, à travers la Ligue islamique mondiale, dispose d'une plus grande légitimité que la Turquie et a pu implanter de nombreuses mosquées et écoles coraniques à travers tout le territoire africain<sup>16</sup>.

Dans le cadre de cette concurrence, les fondations turques Diyanet et Aziz Mahmut Hudayi ont soutenu financièrement la construction de la plus grande mosquée de l'Afrique de l'Ouest au Ghana<sup>17</sup>. Le responsable administratif et financier de la construction, Mehmet Emin Gokyer, a par ailleurs affirmé que les travaux de construction de la

---

<sup>14</sup> Selon les mots du président de l'Agence, Serdar Cam.

<sup>15</sup> S. KARDAS, « Turkey's Development Assistance Policy: How to Make Sense of the New Guy on the Block », *The German Marshall Fund of the United States*, 4 février 2013.

<sup>16</sup> Vidéo débat youtube, « Méditerranée : Erdogan est-il l'ennemi de l'Europe ? », 28 minutes – Arte, août 2020.

<sup>17</sup> A. ABU BASHAL & A. BETUL GEDIKOGU, « La Turquie dote le Ghana de la plus grande mosquée d'Afrique de l'Ouest », *Anadolu Agency*, décembre 2017.

« Mosquée du Peuple au Ghana » ont été exclusivement conçus par des ingénieurs civils turcs. En termes d'écoles et d'universités, les écoles Fetullah Gülen possèdent une très bonne réputation en Afrique et sont implantées dans une trentaine de pays. Néanmoins, comme leur nom l'indique, ces écoles sont affiliées à l'opposant politique accusé d'avoir fomenté un coup d'État en 2016 contre Erdogan. À cet égard, la soumission des pays africains au diktat d'Ankara ordonnant la fermeture des écoles Gülen démontre la puissance de la diplomatie turque en Afrique. Il n'empêche que ces écoles permettent l'expansion de la culture turque en Afrique et sont désormais sous le giron de la Fondation Maarif, proche du gouvernement turc actuel.

Ainsi, le *soft power* est incontestablement l'arme ultime de la Turquie dans sa stratégie d'influence sur le continent. Néanmoins, le continent africain est désormais devenu un « champ de compétition »<sup>18</sup> et un terrain de convoitises entre grandes et moyennes puissances. L'intervention militaire est donc nécessaire pour maintenir, voire asseoir son influence.

### **III. Pour asseoir son influence en Afrique, la Turquie a recours à l'intervention militaire**

Le néo-ottomanisme et la politique étrangère prônée par Erdogan impliquent nécessairement une présence militaire turque en Afrique. Comment s'installe cette présence et quelles en sont les conséquences sur l'influence de la Turquie en Afrique ?

#### ***1. Comprendre l'intervention militaire de la Turquie en Afrique : étude de cas de la Libye***

Tout d'abord, il convient de rappeler qu'auparavant la Turquie est intervenue militairement dans d'autres pays que la Libye - comme

---

<sup>18</sup> Termes utilisés par Bertrand Badie.

par exemple en Somalie - toujours au nom de la « solidarité musulmane ». Cependant, au-delà du simple cadre national, s'intéresser au cas libyen revient à étudier dans son ensemble la stratégie turque d'intervention militaire en Afrique. En effet, les tactiques mises en place par la Turquie pour légitimer et accroître sa présence militaire en Libye ces deux dernières années sont assimilables à celles développées dans toute l'Afrique.

« Il ne nous est pas possible d'être indifférents à la victimisation de nos frères libyens », telle est l'explication fournie par le ministre de la défense turc Hulusi Akar pour la signature d'un accord militaire et maritime entre Ankara et Tripoli le 27 novembre 2019<sup>19</sup>. Ankara s'appuie notamment sur le clan des Sgoutri, faction islamiste radicale de Misrata à l'ouest de la Libye, pour justifier sa politique de défense des Turcs-ottomans « opprimés ». Ainsi, début janvier 2020, le Parlement turc approuve une motion permettant à Erdogan de déployer des soldats turcs au côté du Gouvernement d'Union Nationale libyen (GNA) de Fayez al-Sarraj. Selon Abdelrahim Ali, président du Centre d'Études du Moyen-Orient (CEMO) et expert reconnu de la Turquie, plus de 12 000 mercenaires syriens seraient arrivés à l'ouest de la Libye – dont 400 enfants mineurs – rémunérés à hauteur de 2 000 dollars<sup>20</sup>. Des indemnités de 50 000 dollars seraient également versées pour les blessés et s'élèveraient à 100 000 dollars pour les familles des défunts.

Cependant, si le gouvernement turc justifie ses actions militaires en Afrique et en Libye par l'apport d'une aide humanitaire et la protection des « peuples frères » en vertu du néo-ottomanisme, son intervention s'inscrit surtout dans une stratégie visant à défendre des intérêts stratégiques, aussi bien géographiques qu'économiques. En effet, le conflit libyen, opposant le GNA à l'Armée nationale libyenne (ANL) du

---

<sup>19</sup> S. LARSONNEAU, « L'engagement militaire turc en Libye : entre aide et défense de ses propres intérêts », *Observatoire de la vie politique turque*, avril 2020.

<sup>20</sup> A. DEL VALLE, « Du Caucase à l'Afrique, de Libye en Azerbaïdjan : les nouveaux fronts stratégiques d'Erdogan », *Atlantico*, octobre 2020.

maréchal Khalifa Haftar, suscite des rivalités régionales entre la Turquie et l'Algérie d'une part et les Émirats arabes unis, l'Arabie Saoudite et l'Égypte d'autre part. Le dossier libyen est donc d'une importance capitale pour Erdogan : il fournit à la Turquie l'opportunité d'asseoir son influence en Afrique et de s'affirmer comme une grande puissance régionale.

De plus, les intérêts stratégiques plus implicites de la Turquie sont nombreux. D'abord, s'implanter en Libye permet à la Turquie de s'approcher géographiquement de son rival régional historique, l'Égypte, et de lui causer du tort. En effet, Ankara peut essayer d'utiliser les milices extrémistes islamistes présentes en Égypte pour semer le chaos dans le pays et les inciter à franchir les frontières à l'ouest pour rejoindre la Libye. De plus, au-delà de l'Égypte, la Turquie peut également utiliser les conséquences du *Printemps arabe* et inciter les Frères musulmans à revenir en force en Tunisie et en Algérie afin de répandre le chaos dans ces pays. Ensuite, l'intervention turque favorise la signature de contrats du gouvernement libyen avec des entrepreneurs exclusivement turcs pour la reconstruction du pays – estimés à 28,9 milliards de dollars en 2010 et 2011<sup>21</sup>. Un autre intérêt stratégique majeur est celui de l'accès aux ressources énergétiques de la Libye et du contrôle d'une part non négligeable des réserves de gaz en Méditerranée – 100 millions de mètres cubes de gaz en échange de 700 milliards de dollars<sup>22</sup>. Enfin et surtout, avoir la mainmise sur la Libye donne à la Turquie la possibilité de contrôler les flux de migrants et de groupes terroristes à quelques kilomètres seulement des côtes européennes, obligeant ainsi les Européens à se montrer plus dociles face aux vellétés expansionnistes d'Erdogan.

---

<sup>21</sup> *Ibid.*

<sup>22</sup> *Ibid.*

## **2. Les limites de l'action militaire turque en Afrique et ses répercussions sur son influence**

Néanmoins, même si les intérêts de la Turquie en Libye ne sont pas négligeables, il n'empêche que son action militaire dans le pays, et même sur tout le continent, présente des limites pouvant atténuer voire restreindre son influence.

L'intervention militaire turque en Afrique rentre en contradiction avec les discours tenus par Ankara. Premièrement, la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU, permettant l'intervention militaire internationale en soutien au soulèvement populaire en Libye, avait été rudement condamnée par la Turquie en 2011. Et voilà que huit ans plus tard le gouvernement d'Erdogan intervient directement dans le conflit tout en affirmant que l'option militaire n'est pas une solution souhaitable pour résoudre la crise libyenne et qu'il faut privilégier « le dialogue, la réconciliation et l'inclusion »<sup>23</sup>. Deuxièmement, la Turquie ne respecte pas l'embargo sur les armes mis en place à partir d'avril 2019, et cela même après s'être réengagée à le respecter et à renoncer à toute ingérence étrangère lors de la Conférence de Berlin du 19 janvier 2020. Ce non-respect et double jeu de la Turquie est à l'origine, par exemple, de l'incident diplomatique du 10 juin 2020 entre la France et la Turquie lorsque la frégate française *Courbet* a été prise pour cible par un navire turc suspecté d'exporter illégalement des armes en Libye.

Si la contradiction d'Ankara entre ses discours et ses actes ne semblent pas limiter réellement son influence en Afrique, il n'en est pas de même à propos des liens étroits qu'entretient la Turquie avec des groupes jihadistes. Ces contacts fréquents entre le gouvernement d'Erdogan et les groupes jihadistes se tiennent au Maghreb mais également en Afrique subsaharienne.

---

<sup>23</sup> Lors d'une conférence de presse conjointe avec le président algérien Tabbun, 26 janvier 2020.

*The Will*, un site d'information nigérian, a révélé en septembre 2020 que la Turquie aurait fourni des armes sophistiquées au groupe terroriste Boko Haram<sup>24</sup>. Le général Onyema Nwachukwu, porte-parole de l'état-major nigérian de la Défense, a par la suite confirmé ces accusations avant de parler d'un « très grave problème de sécurité nationale »<sup>25</sup>. De même, la compagnie *Turkish Airlines* a été accusée d'approvisionner les groupes islamistes en armes au nord-est du pays. À mesure que les preuves d'une telle relation se succèdent, la défiance africaine envers la Turquie – dorénavant perçue comme une puissance qui privilégie ses propres intérêts et menace la sécurité en Afrique – grandit, ce qui freine l'expansion de l'influence turque en Afrique.

---

<sup>24</sup> M. BAGUDU, « We're Investigating Alleged Turkish Support For Boko Haram – DHQ », *The Will*, 26 novembre 2019.

<sup>25</sup> A. DEL VALLE, *op.cit.*



## Conclusion

En définitive, l'Afrique est aujourd'hui devenue un « champ de compétition » pour de nombreux pays qui comptent bien tirer leur épingle du jeu. La Turquie exploite les liens historiques tissés au XVIème siècle avec l'Afrique pour étendre son influence et légitimer son action sur le continent. Ainsi, sa « politique d'ouverture à l'Afrique » adoptée en 1998 a été un réel succès et a permis de renforcer le *soft power* turc en développant son réseau diplomatique, ses relations économiques et commerciales, et en utilisant la large présence de musulmans sunnites sur le continent. Dès lors, la construction financée par la Turquie du complexe sportif Japoma au Cameroun, en vue de la Coupe d'Afrique des nations 2021, s'inscrit dans la lignée de cette politique turque de la fin des années 1990.

Néanmoins, le néo-ottomanisme et la protection des « peuples frères » opprimés ne suffisent pas à expliquer l'intervention militaire turque croissante. En effet, le pays a besoin de l'Afrique pour des considérations stratégiques, aussi bien économiques – réserves en hydrocarbures – que géographiques – proximité avec les côtes européennes.

Finalement, Erdogan avance ses pions sur l'échiquier africain tout comme il le ferait ailleurs si l'occasion se présentait - comme actuellement dans l'Asie centrale soi-disant au nom de l' « État frère azéri ». Si pour l'instant le pragmatisme et l'opportunisme de sa politique étrangère ne sont pas mis en échec, le mat pourrait venir de sa politique intérieure de plus en plus contestée.

## **Bibliographie**

- Y-M. RIOLS, « La Turquie à la conquête de l'Afrique », *L'Express*, 2011.
- G. ANGEY, « La recomposition de la politique étrangère turque en Afrique subsaharienne », *Notes de l'Ifri*, mars 2014.
- O. MBABIA, « Ankara en Afrique : stratégies d'expansion », *Outre-terre*, 2011.
- P. AIRAULT, « Recep Tayyip Erdogan, le partenaire qui se substitue à la France en Afrique », *L'Opinion*, août 2020.
- J-L. TREMBLAIS, « Le néo-impérialisme de la Turquie d'Erdogan », *Le Figaro*, janvier 2020.
- F. LOUKIANOV, « Un pays à la reconquête de son passé ottoman », *Courrier International*, octobre 2020.
- M. DIOP, « Turquie-Afrique. Diplomatie économique d'Erdogan : les chiffres parlent d'eux-mêmes », *Le 360*, mars 2018.
- S. LARSONNEAU, « L'engagement militaire turc en Libye : entre aide et défense de ses propres intérêts », *Hypotheses*, avril 2020.
- A. DEL VALLE, « Du Caucase à l'Afrique, de Libye en Azerbaïdjan : les nouveaux fronts stratégiques d'Erdogan », *Atlantico*, octobre 2020.